

AGIR pour TIMOR

156, rue de Ménilmontant - 75020 Paris

MARS/AVRIL 2000

Fragile transition au Timor Loro Sae

Après bientôt six mois de présence onusienne, la reconstruction du pays ravagé par la vague de violence de septembre dernier se met progressivement en place. L'octroi de 520 millions de dollars par les bailleurs de fonds occidentaux mi-décembre a permis de lancer des programmes dans l'éducation, l'agriculture, la santé et les infrastructures routières.

Mais, en dépit de l'action de l'UNTAET, des ONG et des coopérants étrangers présents sur le terrain, la situation politique et sociale demeure très précaire. Outre le problème des milices toujours menaçantes et des 100 000 timorais réfugiés dans les camps du Timor Occidental, le chômage massif, la disparition brutale des structures administratives et économiques avec le départ des transmigrants indonésiens, les effets sur l'agriculture de la politique de terre brûlée menée par les milices et l'armée entravent considérablement le démarrage d'une économie de transition, suscitant de

nombreuses désillusions parmi la population. Pourtant, en dépit de l'urgence des problèmes qui draine l'essentiel de l'aide internationale, les responsables timorais se mobilisent pour penser l'avenir du pays, un Conseil Consultatif où siègent une majorité de représentants timorais participe aux prises de décisions de l'UNTAET.

Alors que Xanana et José Ramos Horta étaient reçus d'égal à égal dans les capitales européennes et asiatiques, le CNRT a programmé en août l'élection de délégués pour représenter le peuple timorais auprès de l'administration des Nations Unies et préparer son départ, prévu pour dans deux ans.

Ces signes encourageants ne doivent cependant pas éclipser les graves difficultés auxquelles est aujourd'hui confrontée la grande majorité des timorais.

L'objet de ce bulletin est à ce titre de vous informer sur l'évolution de la situation au Timor Loro Sae qui, passé le cap de l'indépendance, nécessite l'appui étranger pour sa construction.

ACTIONS EN FRANCE

Lettre ouverte envoyée à Monsieur Antonio Guterres, Premier Ministre du Gouvernement portugais, Président en exercice du Conseil de l'Union européenne, ainsi qu'aux Premiers Ministres de la France et de la Finlande, futur et précédent Présidents, composant la Troïka européenne en mars 2000:

" Nous avons condamné la décision de l'Union européenne de mettre fin, en janvier dernier, à l'embargo aux ventes d'armes à l'armée indonésienne par les pays membres de l'Union.

Nous considérons que le rapatriement à Timor-Est de tous les Timorais déplacés qui le souhaitent et le jugement des responsables des massacres et des destructions massives perpétrés à Timor pendant l'occupation indonésienne, sont des préalables indispensables à toute coopération avec l'armée indonésienne."

suite page 8



SOMMAIRE

Page 2: actualité timoraise

Page 3: les réfugiés

Pages 4 & 5: quel avenir économique pour le Timor Loro Sae

Pages 6 & 7: rencontre avec Todung Mulaya Lubis

Page 8: "Une île au loin"
Livre de Luis Cardoso.

Les milices menacent la sécurité du Timor Loro Sae

Le départ de l'Interfet, relevée par la Force de Maintien de la Paix des Nations Unies (PKF) le 23 février dernier a coïncidé avec une intensification des raids de miliciens pro-indonésiens au Timor.

De petits groupes d'hommes, "bien armés et bien entraînés" selon les termes des responsables de la PKF s'en prennent à des villages isolés, tuant des civils et brûlant les maisons. A la frontière avec le Timor Occidental, des postes de contrôle et un hélicoptère de la PKF ont essuyé des coups de feu.

En un mois, l'UNTAET a dénombré 16 attaques, estimant à plusieurs centaines le nombre de miliciens infiltrés, parfois très loin à l'intérieur du territoire sous administration de l'ONU.

Face aux protestations de plus en plus vives de l'UNTAET relayées par Washington et Canberra, le gouvernement indonésien multiplie les déclarations de bonnes intentions. Mais sourds aux injonctions de Jakarta, les responsables de l'armée pour le Timor Occidental ne semblent guère disposés à désarmer les milices. L'évidente tolérance dont elles jouissent dans certains districts soulève de nombreuses questions quant à la capacité du Président Wahid à régler le problème. A terme la question de la

sécurité du Timor Loro Sae se pose. Dans une déclaration très ferme le 2 février, Xanana menaçait de mettre un terme aux négociations engagées avec les chefs de milice dans le cadre du processus de réconciliation et affirmait la nécessité pour le futur gouvernement timorais de garantir la sécurité du pays.

Parallèlement, l'UNTAET a fermé les yeux sur la campagne de recrutement organisée par les FALINTIL, toujours cantonnées à Aileu et dont le rôle reste à définir. Plusieurs propositions de retour à la vie civile (incorporation dans la police, retour aux villages pour prendre part à la mise en place de l'administration territoriale) ont été suggérées alors que leur collaboration avec la PKF se limite à l'apport d'information.

Les ONG dans le brouillard des Nations Unies

Six mois après le référendum sur l'autonomie de Timor Oriental, la santé des habitants de l'île est encore entre les mains des humanitaires. Malgré l'administration du territoire par les Nations Unies, la politique sanitaire est encore en friche.

Dix-huit médecins pour 600 000 habitants, 70 % des structures de santé complètement détruites, les Timorais paient très cher leur choix pour l'indépendance. Six mois après le référendum, la politique sanitaire est à reconstruire. Mais les bases sont fragiles, puisque la grande majorité des médecins, des fonctionnaires indonésiens, a quitté le Timor.

Le gouvernement provisoire de Nations Unies chargé d'administrer le territoire jusqu'en 2001 a donc fait une première évaluation de la carte sanitaire en février, mais "sa mise en application risque d'être encore fort longue" déclare Gilles Collard, responsable de programme chez Aide médicale internationale (Ami).

Pour une ONG comme la nôtre qui s'inscrit dans le long terme, être conforté à un tel vide politique ne nous facilite vraiment pas la tâche. "Pour le moment, nous pouvons seulement terminer la formation des infirmières dont la scolarité avait été interrompue" avoue le Dr Jean-Louis Mosser, actuelle-

ment en mission au Timor Oriental. "Quant à la formation d'assistant médical doctors, des infirmières supérieures capables de gérer des postes de santé, elle devra attendre. Nous sommes trop dans le brouillard." De son côté, le gouvernement provisoire envisage de faire venir deux cents médecins cubains et philippins. "Je ne vois pas bien comment ils vont pouvoir s'intégrer alors même que la carte sanitaire n'est pas dessinée", déclare Gilles Collard, dubitatif.

Manifestement, la reconstruction n'est pas encore sur les rails. En plus, rompre avec le système précédent prendra du temps. "Dans chaque village, il y avait une structure de soins. Et les médecins étaient plutôt généreux" explique le Dr Didier Laureillard, adjoint au responsable de programme chez Médecins sans frontières. "Nous avons du mal à faire comprendre que le moindre bobo ne nécessite pas forcément une injection."

Certes, les problèmes de santé sont globalement sous contrôle mais "les ONG en mission d'urgence comme MSF s'approprient à partir et nous avons du mal à obtenir des financements pour des programmes de développement", s'inquiète Gilles Collard. Même le fonds de Nations Unies est pratiquement vide. Sur les 500 millions prévus, 22 seulement sont arrivés.

Céline Coumau - Impact Médecin
hebdo 10 mars 2000

Après l'Europe, Xanana et José Ramos Horta visitent les pays de l'ASEAN

Sous l'impulsion des leaders du CNRT, le Timor Loro Sae qui devra vraisemblablement attendre plusieurs années avant de se voir doté d'un gouvernement, prend pied sur la scène internationale.

Xanana et Jose Ramos Horta ont depuis plusieurs mois multiplié les contacts diplomatiques en Europe et en Asie, sollicitant le soutien politique et économique de la Communauté Internationale.

Ces visites officielles ont ainsi permis d'obtenir de nouvelles aides unilatérales, techniques ou financières et surtout, une reconnaissance internationale par des Etats qui ont longtemps appuyé la politique indonésienne au Timor et soutiennent désormais une possible adhésion à l'ASEAN.

Cette démarche témoigne d'une volonté marquée d'établir des liens étroits avec les Etats impliqués dans le processus de reconstruction, ainsi que les voisins asiatiques. Par-delà les antagonismes passés, l'accueil réservé aux ambassadeurs du CNRT et la mise en œuvre de programmes de coopération bilatérale confirment l'intégration progressive du Timor Loro Sae au sein des structures régionales.

Les réfugiés timorais contraints à choisir la nationalité indonésienne ?

Voilà déjà six mois que plus de 150.000 ressortissants du Timor Oriental se trouvent dans des camps de réfugiés au Timor Occidental où beaucoup ont été conduits contre leur gré. Le mois dernier, les autorités indonésiennes ont fixé un moratoire pour leur statut : fin mars, les réfugiés devront choisir entre retourner au Timor Oriental ou adopter la nationalité indonésienne. Hors, la situation dans les camps et les conditions de rapatriement dissuadent bien souvent les retours. Malgré les efforts internationaux et les promesses indonésiennes, les milices appuyées par des éléments des forces armées continuent à imposer leur loi dans les camps et à conditionner les rapatriements. Intimidations et représailles, mais aussi la désinformation à propos de la situation au Timor Oriental, entretiennent la peur les réfugiés qui craignent pour leur sécurité, tant dans les camps que sur la route du retour ou au Timor Oriental ; l'obligation de choisir dans ce climat ne fera que perpétuer la condition d'otages dans laquelle se trouvent beaucoup des déplacés. Dans ces conditions, le moratoire indonésien est-il légitime ?

Les chiffres :

- a) Il est généralement admis qu'environ 250.000 est-timorais ont été déplacés vers la partie indonésienne de l'île. D'après l'Organisation Internationale des Migrations, 144.543 ont été rapatriés au 3 mars 2000. Il en resterait environ 100.000 au Timor Occidental.
- b) Kofi Annan déclare que les Indonésiens lui ont indiqué le chiffre de 154.000 réfugiés présents au Timor Occidental en février 2000 et qu'ils s'attendent à ce que 60 à 70.000 choisissent de rester. «C'est sur ces chiffres que nous allons travailler» a ajouté le Secrétaire Général de l'ONU.
- c) Les rapatriements ont eu lieu au rythme moyen de 2.100 par jour entre le 8 octobre et la fin novembre mais depuis décembre ce chiffre a chuté brutalement à environ 400 par jour. L'explication la plus plausible selon des fonctionnaires humanitaires est que les premiers rapatriés se trouvaient en général réfugiés dans des endroits (organisations civiles et religieuses) aisé-

ment accessibles aux organismes internationaux. Les autres doivent sortir des "camps de réfugiés" contrôlés par les milices qui s'opposent aux rapatriements (cf. Observatoire Timor Oriental, SE07).

Pourtant, sous la pression de la Communauté Internationale, le gouvernement indonésien et les forces armées s'étaient engagés à faciliter le travail du Haut Commissariat aux Réfugiés. Mme Sadako Ogata, Haut Commissaire avait ainsi obtenu en octobre du ministre de Bien-être Social et de l'Eradication de la Pauvreté un accord formel sur le droit à un retour «libre de toute intimidation et menace» (OCHA, 14 octobre 1999) suivi d'un accord entre les responsables de TNI et de l'Interfet le 24 novembre à Motaiin (frontière du Timor Occidental). Ces engagements sont restés sans effet et, au contraire, le rythme des rapatriements s'est sensiblement ralenti.



Après six mois de promesses indonésiennes la situation de sécurité est globalement la même : «Ce camp est contrôlé par les milices», déclare le fonctionnaire d'une agence humanitaire reçu à coups de pierres dans le camp de Haliwen ; «Je suis membre [de la milice Aitarak]», confesse en souriant un homme en montrant le drapeau indonésien imprimé sur son T-shirt ; mais puisqu'il est supposé ne pas y avoir de milices dans les camps il ajoute «ici nous sommes tous des réfugiés, nous ne savons rien des milices, nous ne savons rien de l'armée» (AFP, 19 décembre 1999).

Menaces et incidents Agissant en toute impunité, les milices se livrent à une campagne d'intimidation et de désinformation des réfugiés. Les prétendants au départ sont régulièrement menacés, les convois du HCR bloqués ou attaqués. Le 16 février, une caravane de réfugiés en route vers la frontière est arrêtée par deux policiers indonésiens qui exigent de l'argent et menacent avec leurs armes un fonctionnaire du HCR. Les cinq policiers qui escortent la

caravane n'interviennent pas. Le 22, c'est au tour d'une colonne de camions transportant 1000 réfugiés accompagnés de fonctionnaires du HCR qui est prise à parti par les milices ; un camion est endommagé et seulement 179 réfugiés parviennent à être acheminés jusqu'à la frontière. «Le problème principal est que ces personnes [les miliciens] ont la permission de faire ce qu'ils font. Il leur est permis d'intimider» déclare Jessen Peterson, assistant du HCR.

Par ailleurs, les réfugiés sont maintenus dans une totale ignorance quant à la situation au Timor Oriental. Début février, le chef de la milice Aitarak, Eurico Guterres, visite le camp de Tuapukan (environ 20.000 réfugiés) et donne des ordres pour ne pas retourner au Timor Oriental. Il affirme que ceux qui le font peuvent être tués par la Force Internationale. Un bulletin publié en indonésien et distribué par UNTAS, une structure des milices, répand le même type d'informations (SMH, 08-03-2000). L'accès à l'information extérieure est condamné : deux journalistes du Sunday Telegraph sont ainsi battus par des milices dans le camp de Noelbaki le 12 février et début mars, une équipe de télévision portugaise est arrêtée plus sieurs jours par la police.

Le moratoire. Considérant la présence des réfugiés comme "un fardeau" (selon les termes du gouverneur de la province de NTT qui englobe le Timor Occidental), le gouvernement indonésien leur donne jusqu'à la fin du mois de mars pour choisir leur nationalité. A partir du 1er avril, comme elle l'avait annoncé aux représentants des 15 ONG travaillant pour le retour des réfugiés le 15 février, l'Indonésie mettra un terme à l'aide humanitaire dépêchée dans les camps.

Le choix des réfugiés sur leur avenir n'est pas possible dans les circonstances actuelles. Il faut avant tout que l'Indonésie assume ses engagements internationaux en mettant en oeuvre la collaboration promise par le ministre de la Défense avec les casques bleus pour désarmer les milices et contrôler les camps. C'est une condition préalable indispensable pour un choix libre.

Sans négliger l'urgence du rapatriement des réfugiés désirant rentrer au Timor Oriental, le délai fixé pour le choix de leur nationalité et pour la fin de l'aide doivent absolument être retardés jusqu'à ce que les conditions d'information et de sécurité requises soient remplies.

Q UEL AVENIR ECONOMIQUE POUR LE TIMOR-LORO SAE ?

Alors que la situation matérielle et sanitaire de nombreux Est-timorais relève encore de l'urgence humanitaire, la question du développement économique se révèle immédiatement comme l'un des premiers défis lancés aux responsables politiques et à l'administration provisoire du territoire.

C'est que le temps est compté. L'horizon à trois ans du délai transitoire avant l'accession à la souveraineté semble court devant l'ampleur de la tâche. Le pays est un champ de ruines, tout est à reconstruire, les infrastructures comme les services de l'Etat. Sur un plan politique, les autorités ne peuvent même pas compter sur ce sursis car les frustrations d'une population désouvrée à 80% se manifestent déjà. La Banque Mondiale a estimé à 200% l'inflation sur les produits domestiques de base à Dili entre août et octobre 1999. Le revenu annuel par habitant aurait régressé de 50% consécutivement aux événements, toujours selon la Banque Mondiale.

L'instauration d'une banque centrale et d'une administration fiscale sont les priorités du FMI. L'ouverture du chantier de la reconstruction ne peut attendre.

Aides financières

Longtemps victime de l'indifférence des nations, Timor-Oriental s'insère rapidement dans les préoccupations de ses voisins et bénéficie d'une certaine sollicitude de la communauté internationale. La réunion des donateurs qui s'est tenue à Tokyo les 16 et 17 décembre derniers sous l'égide de la Banque Mondiale et de l'UNTAET, a arrêté la somme de 522 millions US\$ d'aide pour la période transitoire. 150 millions sont réservés à l'aide d'urgence et le solde, affecté au financement du développement socio-économique.

La Banque Mondiale pilotera des projets dans la santé, l'éducation, l'agriculture, l'irrigation, le soutien aux PME et le développement du potentiel économique. Plus spécialisée dans l'instauration de services publics, l'UNTAET a engagé 19,5 millions US\$ (sur son enveloppe de 32) dans un programme de décentralisation des pouvoirs vers des collectivités locales ainsi que de financement des infrastructures locales et du

micro crédit. Ce projet reçoit un soutien complémentaire du Japon (1,5 million) et de la Banque Asiatique de Développement (1 million).

Les pays donateurs sont appelés à s'associer à la conception et l'exécution des projets. Portugal, Japon et Australie apparaissent comme les plus impliqués.

En même temps que se bâtissent les fondations du futur état, un effet de relance du petit commerce est à espérer de l'injection des fonds internationaux dans l'économie locale. Signe encourageant selon le correspondant à Dili de l'AFP, le registre du commerce instauré par le Conseil National Consultatif a reçu près de 2000 candidatures d'immatriculations entre le 10 et le 20 février. Cela ne doit pas faire oublier le manque de capitaux dont souffre l'initiative individuelle tandis que les compagnies étrangères monopolisent l'accès aux marchés de l'UNTAET.

Sur la voie du développement, Jose Ramos Horta rappelle que l'autosuffisance alimentaire reste la première étape. Le directeur pour Timor-Oriental de la Banque Mondiale, Klaus Rohland, considère que le petit élevage de subsistance a été le secteur le plus sinistré par les violences de septembre et constitue une priorité.

La pleine émancipation économique de Timor Loro Sae suppose ensuite son intégration dans le commerce international.

Normalisation avec l'Indonésie

Animés d'intentions qui relèvent à l'évidence de motivations géopolitiques ou culturelles durables, les principaux contributeurs aux budgets d'aide au développement ont vocation à devenir des partenaires privilégiés de l'économie timoraise. Ainsi se dessine un tissu de



relations économiques, auquel la géographie adjoint une connexion incontournable: l'Indonésie.

Politiquement nécessaire, l'opportunité de la normalisation des relations avec l'ancien occupant s'est rapidement imposée. Le chef de l'UNTAET, Sergio Vieira de Mello reconnaît, comme le soutient la Banque Mondiale, que le territoire a vocation et intérêt à rétablir des courants d'affaires avec l'archipel.

A la veille de sa visite officielle du 29 février à Timor-Oriental, le président Adurrahman Wahid annonçait l'ouverture à Dili d'un bureau de représentation indonésien. Quelques semaines plus tôt, les bonnes volontés présidentielles s'étaient illustrées dans le soutien apporté à un affrètement d'avion cargo humanitaire à destination de Dili. Dans les faits, la compagnie nationale Merpati travaille depuis janvier au rétablissement d'une desserte aérienne locale et malgré l'adoption, par l'administration provisoire, du dollar américain comme devise officielle, la roupie indonésienne reste toujours en usage sur le marché de Dili, fraîchement reconstruit et à nouveau approvisionné en produits indonésiens. Une ligne maritime reliera bientôt Timor-Oriental à Surabaya.

Pour autant l'Indonésie reste un voisin encombrant. Les leaders du CNRT sont soucieux d'établir des liens commerciaux solides avec la côte australienne, et plus généralement diversifier les relations extérieures du pays. Début février, une tournée asiatique a emmené Jose Ramos Horta et Xanana Gusmao dans les principales capitales de la région. La volonté de rejoindre l'ASEAN est affichée.





L'arrivée sur le marché, du négociant de café portugais Delta qui a récemment acheté 4000 tonnes, issues de la précédente récolte et dont la vente avait été suspendue, est annonciatrice de changements dans les habitudes commerciales de la filière.

Pétrole

Les réserves en hydrocarbures de la mer de Timor sont réputées avoir joué un rôle déterminant dans la reconnaissance par l'Australie dès 1978 de la souveraineté indonésienne sur Timor-Oriental. Un accord de partage de la zone d'exploitation (Timor Gap), avait été signé entre les gouvernements indonésien et australien le 11 décembre 1989.

Les incertitudes sur l'exécution du Traité de Timor Gap que pouvaient faire naître le retrait indonésien du territoire, ont rapidement été levées par les autorités australiennes. Représenté par l'UNTAET, Timor-Oriental succède de fait à l'Indonésie dans les termes de l'accord. Le rendement actuel assure à chacune des parties un revenu annuel de 3 millions US\$ avec une perspective de plusieurs dizaines de millions dans un proche avenir.

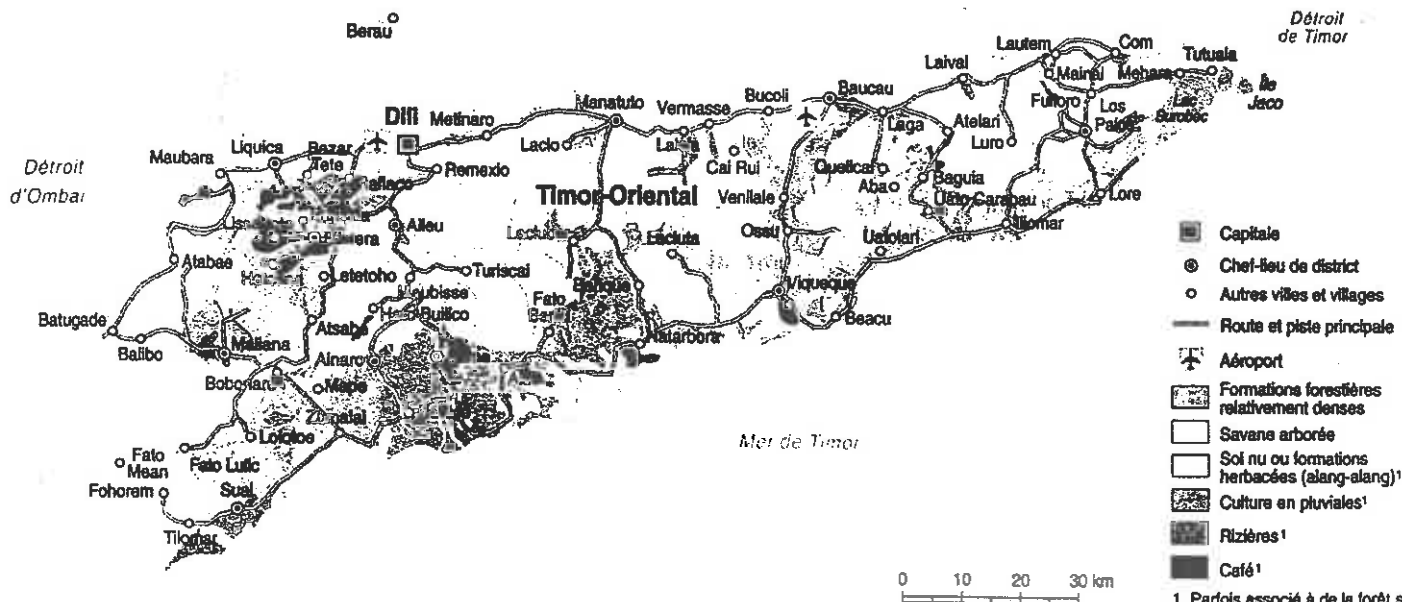
Un second texte, l'Agrément de Perth, a d'ores et déjà été signé entre l'UNTAET et l'Australie. Il ouvre la voie à un investissement d'1,4 milliard US\$ pour la mise en valeur du champ de Bayu-Undan, à 250 km au sud de Suai. Les réserves sont estimées à plus de 400 millions de barils de gaz liquéfié.



En un premier temps discrète face à son éviction des enjeux du Timor Gap, l'Indonésie vient d'adopter une position moins conciliante par la voix des autorités de la province de Nusa Tenggara Est dont fait partie Timor Occidental. Piet A Tallo, gouverneur, a remis en cause la légitimité de l'attitude australienne, le président de l'assemblée provinciale déclarant de son côté que les droits de la province sur le Timor Gap seraient revendiqués sans relâche.

Brunei ou les îles Fidji

Lorsqu'il énonce les raisons d'espérer de l'économie timoraise, José Ramos Horta évoque les exemples de Brunei ou des îles Fidji. La première référence est explicite. La seconde renvoie à l'agriculture, la pêche, le tourisme, voire la petite industrie comme voies de développement adaptées aux spécificités socio-économiques du pays. Le riz et la canne à sucre sont présents à Timor dont l'agriculture a également abrité en son temps des plantations de santal, d'hévéa et de girofliers.



"Nous devons regarder le passé en face"

Compte-rendu de la visite de Todung Mulya Lubis à Paris le 9 février 2000.

Le célèbre activiste des droits de l'homme Todung Mulya Lubis, expert juridique respecté, s'est rendu à Paris le 9 février. Face à un auditoire composé de Français et d'Indonésiens engagés, ainsi que de journalistes et d'étudiants, cet avocat formé à Harvard, ayant participé à la commission de contrôle des élections de 1999 et membre de l'ONG Institut d'Assistance Légale (LBH), est venu rendre compte de ses travaux récents.

En tant que vice-président de la Commission Indonésienne d'Enquête sur les violations de droits de l'homme au Timor Oriental (KPP Ham), il fut reçu à Paris par les ONG françaises Agir pour Timor et Association Démocratie Indonésie Liberté (ADIL).



La commission d'enquête, dirigée par Djoko Sugianto, fut en effet établie par un décret du président Habibie à la fin du mois de septembre dernier, à la suite de la réaction internationale face aux crimes commis au Timor Oriental après le référendum d'autodétermination. Emanation de la Commission Nationale pour les Droits de l'Homme (Komnas Ham) dirigée par Albert Hasibuan, elle compte parmi ses membres les plus célèbres, Asmara Nababan et Munir, président de la Commission pour les personnes disparues et les victimes de violences (Kontras).

Publié le 31 janvier 2000, quelques jours à peine avant que les Nations Unies ne rendent publiques les conclusions de leur propre commission d'enquête, le rapport de KPP Ham mentionne surtout le nom du général Wiranto, chef d'Etat-Major des Armées au moment des faits. Trente-deux autres individus, officiers, chefs de district ou commandants de milice, sont reconnus comme potentiellement coupables de "violations massives" des droits de l'homme. Rapidement distribuée par courrier électronique, cette version abrégée a précédé de plus d'une semaine le "rapport complet", de 4 000 pages.

Orateur habile et chaleureux, Mulya s'est tout d'abord dit soulagé d'avoir mené à terme un travail particulièrement éprouvant. Dans un climat de menace politique souvent très concrète - on lui a annoncé, dit-il, qu'il serait suivi lors de son voyage en Europe - seule la conscience de

l'importance fondamentale de leur tâche a permis aux neuf membres d'achever leur mission. Cette entreprise terminée, il a manifesté son désir de ne pas participer pour le moment à d'autres travaux du même type en Indonésie.

Plus tard lors de la seconde réunion, plus informelle, face à un public composé d'Indonésiens (étudiants et diplomates de l'ambassade et de la délégation à l'UNESCO), il a donné la mesure de ce qu'il considère comme un devoir historique. En effet, il convient selon lui, d'appeler à une réconciliation générale en Indonésie et à la promotion du dialogue entre toutes les instances de la société indonésienne. "La route est encore longue."

I. Un travail éprouvant

Les difficultés rencontrées par la commission donnent elles-mêmes une idée du chemin qu'il reste à parcourir en matière de transparence politique. Constamment "approchés par toutes sortes de groupes d'intérêts" indonésiens, régulièrement "accusés d'être des agents d'un pays étranger", les membres de la commission ont été soumis à des conditions financières et de travail plus que précaires. Partiellement payés malgré les promesses du gouvernement, confrontés au Procureur Général Marzuki Darusman soucieux de ne pas laisser apparaître les noms des suspects, les enquêteurs de KPP Ham ne purent terminer leur rapport qu'au tout dernier moment, au prix de nombreuses nuits de travail.

Car le travail de KPP ham constitue un extraordinaire précédent dans l'histoire indonésienne. Se cantonnant à quelques échanges de documentation avec la commission des Nations Unies dirigée par Sonia Picado, dans le but de préserver l'objectivité de sa propre démarche, KPP Ham dut procéder à certains choix difficiles. Ainsi, la question de rendre publique ou non la liste des suspects fut l'objet d'un rude débat au sein de la commission elle-même. Toutefois, comme l'indique Mulya, la décision d'inscrire le nom de Wiranto dans la première version abrégée, ainsi que celui de tous les autres suspects dans la version longue, fut prise en regard de la gravité des actes commis. Malgré les risques de récupération et de détournement par la presse, il fut donc décidé de nommer publiquement les suspects. De même, malgré les pressions émanant tant de l'armée, de certains chefs de milices que de Harmoko, ancien pilier du régime Soeharto, la commission prit la décision de ne pas tenir Habibie pour responsable de la dérive sanglante de l'après-référendum au Timor Oriental.

Il importe en effet de remarquer à quel point les développements de Mulya sur les causes des violences tranchent avec le discours indonésien habituel. Ici, point de langue de bois : "Il est impossible que les milices aient pu, seules, détenir les capacités logistiques nécessaires pour accomplir un tel degré de destruction [...], il y a clairement eu collusion entre l'armée, la police et les milices." De même, il comprend tout à fait les appréhensions des

Timorais à venir témoigner à Jakarta : "Il faut mettre en place un système de protection des témoins - y compris pour les miliciens." Mulya s'efforce en effet de rester modéré et objectif, il n'exclut pas par exemple l'hypothèse selon laquelle Wiranto aurait perdu le contrôle des événements - tout en étant, du fait de son poste de commandement, formellement responsable. De même, son rapport s'est efforcé de faire la lumière sur quelques actes répréhensibles de la part du CNRT et de l'InterFET, même s'il n'entend pas s'appesantir sur ces éléments de moindre importance en comparaison de ce qui a été commis par les milices.

II. Un horizon encore sombre

Car une telle clarté de jugement, un tel courage face aux compromissions des autres acteurs de la scène contemporaine indonésienne ne doit pas nous tromper sur l'avenir de cette enquête et sur la possibilité d'engager un changement radical dans le pays. Dans ce contexte d'incertitude, Mulya refuse d'alimenter ces rumeurs et polémiques dont Jakarta fourmille. S'exprimant au moment même où le président Abdurrahman Wahid, en visite en Europe, annonçant le limogeage de Wiranto tandis que celui-ci refuse de quitter son poste, Mulya affirme ne pas désirer s'exprimer sur ce sujet qui "ne fait pas partie de son mandat".

La remise du rapport de KPP Ham au Procureur Général Marzuki Darusman ne marque, au demeurant, que le début d'un processus qui ne sera pas dénué d'embûches. "Le Procureur Général n'a pas annoncé de dates pour la mise en accusation des suspects. Espérons qu'il n'y aura pas de problèmes." La presse internationale a pour sa part annoncé à la mi-février que le bureau de Marzuki consacrerait trois semaines à un mois à la préparation des accusations contre "un officier suspect", puis encore trois mois avant l'ouverture du premier procès. De même, Mulya tient à rappeler que le rapport de KPP Ham n'est en rien définitif : "Ce n'est pas un règlement final. Le Timor Oriental pourrait tout à fait aussi mener une enquête criminelle de ce type", dit-il.

Mulya n'a cependant pas manqué de faire remarquer l'importance fondamentale de ce rapport dans l'histoire de l'Indonésie : "Jamais personne, auparavant, n'avait osé prononcer le nom du chef des forces armées [dans un rapport critique]. De toute façon,

si cela avait été fait, les auteurs d'un tel rapport n'y auraient probablement pas survécu." Une importance de moyen terme aussi, et moins directement symbolique : Dès le départ, tous savaient que "si le KPP Ham devait faillir [...] dans sa mission, [...] l'Indonésie devrait faire face à une volte-face [de la communauté internationale], et [le ministre civil de la défense dans le gouvernement actuel] Juwono Sudharsono aurait à faire face aux informations divulguées par les Nations Unies [sur les violations commises au Timor Oriental].

Toutefois, le problème essentiel dont aura à souffrir le travail de la commission réside dans l'ampleur des obstacles qui se dressent devant l'entreprise judiciaire à venir. "Je reste circonspect : je doute que l'Indonésie dispose déjà d'un système suffisamment prêt, déterminé et courageux pour mener un procès pour violations de droits de l'homme, d'autant plus qu'il faudra, entre autres, juger des généraux." En effet, la "Commission II" du DPR, la chambre basse du Parlement, est tout aussi vulnérable que le bureau de Marzuki Darusman. Cette seconde instance s'efforce actuellement d'évaluer la possibilité de proposer une loi rétroactive. Dans le même sens, elle délibère sur un projet de loi plus ancien et manifestement déjà obsolète, puisque celui-ci ne prévoit même pas de principe de rétroactivité. Bien que le DPR ait demandé au gouvernement de soumettre un nouveau projet de loi, "les compromis qui émaneront de ces débats [risquent de compliquer les choses], le Procureur Général serait alors mis en difficulté."

De même se pose la question du recrutement du personnel juridique chargé de mener à bien les procès. Il devrait en effet s'agir d'un "tribunal international indonésien pour les droits de l'homme", ou en cas d'échec, d'un tribunal mixte composé d'Indonésiens et d'étrangers, sur le modèle du tribunal cambodgien chargé de juger les responsables Khmers Rouges. Intéressé par cette formule, Mulya devait se rendre au Cambodge vers la mi-mars. Car l'exemple même d'un des plus célèbres avocats des droits de l'homme en Indonésie augure mal de l'avenir. Adnan Buyung Nasution, membre fondateur de l'Institut d'Assistance Légale (LBH) est désormais l'avocat des généraux impliqués dans les violences de septembre 1999 au Timor Oriental !

Ces difficultés, voire un éventuel échec du Procureur Général Marzuki à lancer la procédure, ne pourrait pas, selon Mulya, réduire à néant les efforts du KPP Ham. En effet, dès lors que les faits ont été rendus publics, "les responsables devront un jour ou l'autre, affronter un tribunal international [...] et nous serons alors, en tant que nation, vaincus, comme l'ont été le Japon, la Yougoslavie ou l'Allemagne.

Face à l'ampleur de la tâche, à jamais inachevée, de juger les crimes du passé national, Mulya appelle à une entreprise plus symbolique et plus profonde que la simple tenue de procès. "Notre propre mandat [en tant que KPP Ham] a été accordé par Habibie. Il ne remonte pas à l'année 1974, seulement à janvier 1999. [...] Dès lors, toutes les violations ne pourront être jugées." Car la nation indonésienne doit guérir des trente-deux années de "l'Ordre Nouveau" imposé par Soeharto, panser ses blessures, se réconcilier avec elle-même et demander pardon, "sans quoi, nous ne parviendrons jamais à mettre fin à la violence qui déchire Aceh, les Moluques ou la Papouasie Occidentale." Se référant aux positions d'un grand universitaire spécialiste de l'Indonésie, Benedict Anderson, il appelle le président Abdurrahman et la vice-présidente Megawati à présenter des excuses officielles.

"Nous devons regarder le passé en face."

Sini Cedercreutz / Pierre Ménard



ACTIONS EN FRANCE

Suite de la page 1: (...)

" Nous attendons que les porte-paroles de l'Union européenne réclament sans ambiguïté, aussi bien à la Commission des Droits de l'Homme qu'au Conseil de sécurité, pour les pays membres qui y siègent:

- L'établissement d'un mandat de l'ONU sur les camps de Timorais de l'Est déplacés en Indonésie, à Timor Ouest ou ailleurs. Ces camps seront administrés par le HCR, sous la protection d'un contingent de police internationale. Le HCR aura pour mission de recenser les Timorais présents dans ces camps et d'assurer leur retour à Timor-Est ou leur installation en Indonésie, sans contrainte d'aucune sorte.

- La constitution d'un tribunal pénal international pour les crimes commis à Timor-Est depuis l'invasion indonésienne."



BULLETIN D'ADHESION:

à découper ou à recopier
200F / an
Chèque à l'ordre d'Agir pour Timor

Nom:

Prénom:

Adresse:

.....

.....

.....

.....

Tél.:

Fax:

e-mail:

Luis Cardoso Une île au loin



ETAILLÉ

"Une île au Loin" est le premier roman d'un auteur timorais à être traduit en français.

Invité à Paris à l'occasion du Salon du Livre, Luis Cardoso présentait son ouvrage à la Belle Hortense le 22 mars dernier.

" Le ciel se défaisait au cours de ses efforts creusant sur son visage souffrant des sillons, comme une femme au moment de l'accouchement. Voilà que finalement, à l'horizon, sur un plateau bleu, un belak d'or brillant s'offrait aux voyageurs en échange de l'épouse silencieuse, la nuit qui les avait accompagnés dans leur traversée."

Sans doute moins évocateur pour le public francophone, le titre original, "Chronique d'une Traversée" illustre parfaitement l'esprit du roman. Traversée dans le temps et dans l'histoire du Timor Oriental, de l'enfance où il suit les pas de son père à travers l'île, jusqu'à l'invasion indonésienne et l'exil au Portugal.

Jacques Parsi, qui a réalisé la traduction en français, évoque un livre qui est à la fois une autobiographie, une chronique et un roman.

Autobiographie, car le livre s'articule autour de l'histoire du père, il commence avec sa venue et se termine par la mort de celui-ci. L'auteur nous conte également son enfance et son éducation, familiale et animiste, avec

l'apprentissage de la vie en accord avec les esprits. Mais c'est aussi un enseignement fortement religieux, car la base de son éducation se fait dans un séminaire, où les premières lectures et les premières histoires sont celles de la bible. Roman, car tout au long du livre, des personnages prennent le devant. Ils ont chacun leur propre histoire, narrée par des contes et des nouvelles.

Chronique enfin, des années passées au Timor Leste. On y voit une mosaïque d'influences, de cultures et de traditions qui aboutiront à ce qu'est le Timor Oriental aujourd'hui.

Pour Luis Cardoso, ce roman est une traversée de l'histoire du Timor Oriental, d'une réalité vécue avec sa subjectivité, son regard, ironique mais sans condamnation: "Quand on écrit, ce n'est pas pour dénoncer qui que ce soit." Il se compare aux "durbasa", traducteurs officiels du temps de la colonisation portugaise puis de la domination indonésienne. Ces durbasa avaient l'habitude de transformer habilement les paroles à traduire afin d'éviter les affrontements directs. De même, Luis Cardoso nous dit: "je suis un durbasa de moi-même en traduisant ce que je voulais dire."

Luis Cardoso - Une île au loin.
Editions Métailié - Prix : 85F.
(version originale en portugais)



Aux mêmes éditions :
"Des Nouvelles du Portugal", avec une nouvelle de Luis Cardoso : "Un crocodile en île". (textes traduits en français)



Luis Cardoso:

Fils d'un infirmier rural, Luis est né à Calaico, Timor Leste. Il étudia dans plusieurs écoles religieuses puis au lycée de Dili. En 1974, il partit poursuivre ses études au Portugal où il devint ingénieur agronome. En raison de l'invasion indonésienne, il ne put jamais retourner au Timor. Ses années d'exil le virent militer activement pour le respect du droit à l'auto-détermination du peuple timorais. Il envisage aujourd'hui de revenir au Timor Oriental pour travailler dans le domaine de l'environnement.